



## La méritocratie chinoise et le mythe du nouveau système de tribut

De la dynastie Tang à nos jours, la tradition méritocratique chinoise continue d'influencer la gouvernance du pays et met en évidence une crise de légitimité qui ne cesse de s'aggraver en Occident.

*Felix Abt*

ven. 03 juil. 2026      17 min de lecture

Bien avant même que l'Occident n'aborde sérieusement la question de l'égalité des chances, des concepts sophistiqués de sélection méritocratique existaient déjà en Chine. L'État de la dynastie Tang, en particulier, est considéré comme l'un des premiers exemples d'un système fondé sur le mérite et la compétence. Cela offre des perspectives intéressantes pour le monde d'aujourd'hui, tiraillé entre la méritocratie chinoise et la ploutocratie occidentale, ainsi qu'entre une démocratie vécue à la

chinoise et une démocratie occidentale formelle qui se limite à des élections périodiques et qui, systématiquement, ne parvient pas à représenter les intérêts de la population.

## L'harmonie plutôt que la conquête : explication de l'éthique de la gouvernance chinoise

Il y a plus de 2 000 ans, Sun Tzu (孫子) écrivait dans *L'Art de la guerre* que la forme la plus élevée de stratégie consistait à « vaincre l'ennemi sans combattre ». Ce principe, étranger à l'Occident et visant à renoncer à la violence, reflète une vérité fondamentale : la tradition politique chinoise privilégie l'harmonie et la compétence plutôt que la domination et le dogme. Contrairement au zèle missionnaire qui caractérise traditionnellement la politique étrangère occidentale, que la Chine perçoit comme agressive, le concept chinois de *Tianxia* – « Tout sous le Ciel » – envisage un monde régi par l'exemple moral, et non par la coercition ou la conquête.

Le professeur Daniel A. Bell souligne que ce principe d'harmonie (*hé*, 和) s'étend au-delà de la philosophie pour s'appliquer à la gouvernance concrète. Il ne s'agit pas d'uniformité, mais de concilier pacifiquement des intérêts divers, tant au niveau national qu'international.

### *Le secret de la longévité de la Chine : un système fondé sur le mérite*

Si la Chine a perduré et prospéré pendant des millénaires, ce n'est pas le fruit du hasard. Sa survie doit beaucoup à une architecture politique unique, ancrée dans la méritocratie — un concept formalisé sous la dynastie Tang (618–907 de notre ère) mais inspiré par Confucius plusieurs siècles auparavant. Alors que l'Europe aristocratique s'accrochait encore aux liens du sang, la Chine a développé une bureaucratie qui jugeait les candidats en fonction de leurs connaissances, de leur éthique et de leurs performances.

Le système des examens impériaux des Tang, ou *Keju*, permettait à quiconque — y compris aux paysans, aux étrangers et même, dans de rares cas, aux femmes — de gravir les échelons en fonction de son mérite. Il ne s'agissait pas d'un idéal abstrait. Une étude évaluée par des pairs portant sur les épitaphes des élites de la dynastie Tang a révélé que l'ascendance élitiste n'avait pratiquement aucune incidence sur la réussite aux examens. En termes de mobilité sociale, la Chine des Tang ressemblait à l'Amérique des années 1960 — une époque où le « rêve américain » était encore, dans une certaine mesure, une réalité.

The image shows a screenshot of a Business Insider article. At the top, the Business Insider logo is centered, with a search icon on the left and 'Log in' and 'Subscribe' buttons on the right. The main headline reads: 'Men in medieval China were able to move up the social ladder as easily as male Baby Boomers in the US, study suggests'. Below the headline, the author 'Matthew Loh' and the date 'Jan 24, 2024, 12:23 PM GMT+7' are visible, along with 'Share' and 'Save' icons. The article content is presented as a list of three bullet points:

- Obtaining high status was likely as easy for men in the Tang Dynasty as for men in the modern US, a study suggests.
- It found that social mobility for men at the time could be compared to that of the 1960s in the US.
- These men weren't aristocrats, but became bureaucrats through the rigorous imperial examination.

Daniel Bell décrit l'évolution du système de gouvernance chinois comme une « *méritocratie politique* ». Alors que de nombreux responsables au niveau local sont élus démocratiquement parmi un vivier de candidats diversifiés, les dirigeants aux échelons supérieurs sont sélectionnés au terme d'un processus rigoureux qui évalue leurs compétences, leur intégrité morale et leurs performances dans le cadre de multiples fonctions antérieures. Il en résulte un corps de dirigeants capable de relever des défis complexes dans les domaines de l'économie, de la technologie et du développement durable — un écho moderne de l'éthique de l'époque Tang, adaptée aux exigences du présent. Comme nous le verrons plus loin, la démocratie aux caractéristiques chinoises fonctionne d'une manière souvent mal comprise et déformée. J'examinerai ce point plus en détail ci-dessous.

Les détracteurs citent souvent la censure d'Internet en Chine comme preuve irréfutable d'un État autoritaire. Cependant, cette vision réductrice interprète de manière erronée le fonctionnement réel du système : celui-ci associe une gestion ciblée de l'information à un retour d'information systématique de la part du public et à une action politique extrêmement réactive. En intégrant directement les contributions des citoyens dans les décisions politiques, ces mécanismes atteignent un niveau de responsabilité de l'État que les systèmes occidentaux doivent imiter pour devenir eux-mêmes véritablement démocratiques. *Lisez l'analyse complète dans mon article [ici](#). Dans un autre [article distinct](#), j'ai également démystifié le mythe propagandiste du « système de crédit social ».*

## *Premiers ministres étrangers, innovatrices et l'aube du féminisme confucéen*

Parmi les résultats remarquables de ce système : Khuong Công Phụ, un érudit vietnamien, s'est hissé au poste de Premier ministre de Chine. Le prince japonais Abe no Nakamaro et le philosophe coréen Choe Chiwon ont également réussi les examens impériaux et occupé de hautes fonctions.

Le système lui-même a été officialisé sous le règne de [Wu Zetian](#), la seule femme empereur de Chine — un témoignage éloquent du potentiel intellectuel des femmes, même à une époque où la bureaucratie restait entièrement dominée par les hommes. Cet héritage continue d'avoir un impact aujourd'hui, alors que les femmes occupent de plus en plus de postes de direction au sein des institutions chinoises.

## Scientists find 'feminist paradise' existed more than 4 millennia ago

*When they mapped the DNA of 60 skeletons in a Chinese graveyard, they discovered a unique society that lasted for at least ten generations*



Peut-être cela reflète-t-il également une continuité historique plus profonde : il y a plus de quatre millénaires, une société dirigée par des femmes a prospéré dans la Chine antique pendant plus de dix générations (environ 250 ans). Située à Fujia, dans la province du Shandong, il s'agit de la plus ancienne société matrilineaire connue au monde, comme l'ont révélé des analyses d'ADN et des datations au radiocarbone publiées dans *Nature*.

### *Confucius et Platon : l'histoire de deux méritocraties*

Confucius envisageait une société où le leadership était déterminé par les capacités et la vertu — et non par la naissance. Platon, qui vécut 150 ans plus tard, prônait lui aussi un idéal méritocratique, mais conservait les privilèges héréditaires dans sa vision politique. Confucius rejetait le pouvoir héréditaire, conscient de sa tendance à engendrer la corruption, la décadence et l'effondrement des dynasties — un cycle qu'il cherchait à briser par l'éducation et un leadership moral.

Il appelait les dirigeants à être pragmatiques, généreux et justes — centrés sur le peuple au sens le plus authentique du terme. Il a déclaré cette phrase célèbre : « *En matière d'éducation, il ne devrait y avoir aucune distinction de classe* » (Analectes, 15.39). Et il insistait sur le fait que la confiance — et non la force — est le fondement de tout gouvernement légitime. Si un sacrifice s'imposait, disait-il : abandonnez l'armée avant le blé, et le blé avant la confiance.

Bell souligne que l'importance accordée par le confucianisme au leadership moral et à la planification à long terme continue d'influencer la gouvernance chinoise contemporaine. Les décisions sont prises en pensant à l'avenir, et non pas uniquement en fonction des cycles électoraux ou des gains à court terme.

### *Un modèle qui a inspiré les Lumières — et alarmé l'aristocratie britannique*

Le système chinois des examens impériaux a profondément marqué la modernité européenne. Les Britanniques ont adopté ce modèle méritocratique pour leur administration coloniale en Inde en 1832, puis pour leur propre fonction publique en 1846 — au grand dam de la noblesse, qui voyait ses privilèges traditionnels et son emprise exclusive sur le pouvoir gouvernemental lui échapper.

Des penseurs comme Voltaire se sont ouvertement inspirés du modèle de gouvernance chinois. Il a traduit des pièces de théâtre chinoises et a loué les valeurs confucéennes pour leur rationalité et leur clarté morale. Une statue de Confucius orne même le bâtiment de la Cour suprême des États-Unis, aux côtés de Moïse et de Solon — représentant ainsi les penseurs fondateurs des grandes traditions juridiques du monde.

## Méritocratie contre ploutocratie : l'histoire de deux systèmes

Le système d'examens moderne de la Chine, le Gaokao, s'inscrit dans la lignée de l'historique *Keju*, garantissant que l'accès à des institutions d'élite telles que l'université de Tsinghua — qui forme bon nombre des principaux dirigeants du pays — est extrêmement compétitif. Sur les 10 millions de bacheliers chaque année, seuls 3 000 obtiennent leur admission.

Le professeur [John L. Thornton](#), ancien président de Goldman Sachs Asie, qui a également rencontré de nombreux responsables politiques chinois de premier plan au cours de sa carrière, l'explique ainsi : « *Le PCC fonctionne davantage comme une élite méritocratique que comme un parti traditionnel — à l'image de la classe historique des mandarins. Il est fondé sur la performance, tout comme l'armée américaine.* »

Thornton souligne que seuls les individus les plus compétents gravissent les échelons au sein du parti et du gouvernement. À l'inverse, les systèmes politiques occidentaux s'appuient de plus en plus sur des campagnes financées par des milliardaires, des discours médiatiques façonnés par les intérêts des élites et une confiance en déclin dans les institutions démocratiques. À mesure que les voix d'une classe moyenne en déclin s'affaiblissent, la gouvernance en Occident dérive vers l'oligarchie et s'éloigne de la démocratie.

Alors que la plupart des dirigeants politiques occidentaux sont issus du droit et de la finance, les dirigeants chinois sont en grande partie des ingénieurs et des scientifiques compétents, des créateurs plutôt que des gestionnaires.

Daniel Bell souligne que le système chinois allie la méritocratie à des mécanismes démocratiques locaux limités. Des expériences de gouvernance à mi-niveau permettent d'évaluer les responsables selon plusieurs critères, tels que les performances économiques, la réduction de la pauvreté et la durabilité environnementale. Cela garantit que les dirigeants sont véritablement compétents et capables de s'adapter.

### *Le rôle du Parti communiste expliqué*

En Occident, la légitimité politique découle d'élections bruyantes, du charisme et de la collecte de fonds ; n'importe qui peut s'élever rapidement grâce à un coup de projecteur médiatique opportun.

En Chine, en revanche, les comités de village (村委会) et, dans certains cas, les conseils municipaux sont élus. Les habitants peuvent voter directement pour leurs représentants au sein du village ou du quartier, choisissant ainsi des candidats qu'ils connaissent et qu'ils sont donc en mesure d'évaluer.

Ces représentants de base peuvent ensuite gravir les échelons grâce à un système discret, de type entrepreneurial, géré par le Département de l'organisation du Parti communiste — un gigantesque appareil de ressources humaines qui gère des millions de fonctionnaires par le biais d'évaluations de performance fondées sur des données plutôt que par des élections publiques. Au fil des décennies, les dirigeants gravissent une échelle hiérarchique stricte s'étalant sur 30 ans, depuis les postes villageois jusqu'à la direction provinciale, supervisant des populations aussi nombreuses que des pays entiers, et sont évalués sur la base d'indicateurs concrets tels que la croissance du PIB, la réduction de la pauvreté, la stabilité sociale et les objectifs environnementaux.

Ce système forme des technocrates hautement expérimentés et protège la gouvernance du populisme. Cependant, il favorise également le conformisme, l'aversion au risque et les abus historiques liés à des indicateurs clés de performance (KPI) trop étroitement ciblés. Bien que très efficace pour résoudre des problèmes connus, cette structure n'a ni empêché ni activement favorisé la créativité et l'innovation disruptive — qui semblent se produire indépendamment de l'appareil d'État. Par conséquent, la gouvernance chinoise n'est pas une dictature personnelle — comme le prétendent souvent les discours occidentaux — mais un système institutionnel et méritocratique fondé sur la « légitimité par la performance ».

Les observateurs occidentaux interprètent souvent à tort la Chine comme un pays fragile ou primitif. En réalité, elle fonctionne moins comme un État traditionnel que comme une puissante entreprise méritocratique menant une stratégie à long terme.

Dans ce contexte, il est important de souligner que [la critique est autorisée](#), tandis que la diffamation est interdite et punie par la loi chinoise. Cela s'applique à tout le monde — des citoyens ordinaires qui s'insultent mutuellement aux individus portant de fausses accusations contre les dirigeants chinois. Pourtant, les discours occidentaux déforment souvent ce fait et présentent la critique des dirigeants chinois comme particulièrement « dangereuse », tout en négligeant le cadre juridique plus large.

## Une renaissance du système chinois de tribut prétendument répressif ?

Comme pour de nombreux aspects de la Chine mal compris en Occident, de nombreux commentateurs — dont l'investisseur Ray Dalio — interprètent à tort le système historique chinois de tribut (朝贡, *chaogong*) en le considérant à travers un prisme géopolitique occidental plutôt que selon ses propres termes historiques. Dans le *Financial Times* et sur son Substack, Dalio affirme que la Chine est en train de faire renaître une version moderne de ce système en Asie.



The image is a screenshot of a mobile news application interface. At the top, there is a navigation bar with a hamburger menu icon on the left, the text 'FINANCIAL TIMES' in the center, and a user profile icon on the right. Below the navigation bar, the article is categorized under 'Opinion Chinese politics & policy'. The main title of the article is 'China's tribute system and the new world order'. Below the title, a subtitle reads 'Exercising power without resorting to war could be Beijing's ultimate show of strength'. The author's name, 'RAY DALIO', is displayed in blue, followed by a button that says '+ Add to myFT'. At the bottom of the article preview, there is a photograph showing a group of people, including several men in dark suits and one woman in a dark suit with a white belt, walking on a wide, ornate stone staircase. The background shows traditional Chinese architecture with stone pillars and railings.

Cependant, cette affirmation repose sur une interprétation erronée du fonctionnement réel du système de tribut d'origine. Les observateurs occidentaux décrivent souvent ce système comme s'apparentant au féodalisme médiéval européen : des États plus petits versaient un tribut à la Chine, qui, en contrepartie,

leur assurait une protection tout en exerçant une domination politique. Selon cette vision, la relation était maintenue par un ordre hiérarchique finalement soutenu par un pouvoir coercitif. Or, cette description est largement inexacte.

En réalité, le système de tribut fonctionnait presque à l'inverse. Plutôt que de prélever des richesses auprès des États périphériques, la Chine leur en transférait fréquemment. Le système reposait sur un échange de prestige contre des avantages matériels : les États tributaires offraient des cadeaux essentiellement symboliques, tandis que la Chine leur accordait en retour des biens bien plus précieux et des privilèges commerciaux. En substance, cette relation consistait à échanger une reconnaissance symbolique contre des avantages économiques tangibles.

Cet arrangement était résumé par les concepts suivants : 得名 (*dé míng*), selon lequel la Chine gagnait en prestige, en reconnaissance et en légitimité ; et 得实 (*dé shí*), grâce auquel les États tributaires recevaient des avantages économiques concrets. En d'autres termes, la Chine gagnait en prestige tandis que ses États tributaires s'enrichissaient.

Cette approche remonte à la fondation de la dynastie Ming sous l'empereur Hongwu. Son principe directeur était 厚往薄来 (*hòu wǎng bó lái*), littéralement « donner généreusement, recevoir modestement ». Il ne s'agissait pas d'une caractéristique accessoire du système de tribut, mais de son principe organisateur central. La Chine donnait délibérément plus qu'elle ne recevait, car la maximisation du profit n'a jamais été l'objectif. L'objectif était plutôt de favoriser un ordre régional stable, pacifique et harmonieux, dans lequel les États voisins reconnaîtraient volontairement la position centrale de la Chine.

### *Fonctionnement du système de tribut*

Les États tributaires en tiraient profit à trois niveaux distincts. Le premier consistait en des récompenses matérielles immédiates. Les envoyés étrangers présentaient un tribut sous forme de spécialités locales, de produits exotiques et de cadeaux symboliques dont la valeur était intentionnellement modeste et qui étaient relativement faciles à se procurer. En contrepartie, la cour chinoise offrait généralement des cadeaux somptueux, notamment de la soie, du brocart, de la porcelaine, du thé, de l'argent et des paiements en espèces, dont la valeur dépassait souvent de plusieurs fois celle du tribut. Le deuxième niveau concernait les droits de commerce accordés pendant les missions de tribut : les délégations se voyaient accorder le droit de commercer lors de leur séjour en Chine, et leurs accompagnateurs pouvaient mener des affaires avec des marchands chinois agréés par l'intermédiaire d'institutions officielles telles que la maison d'hôtes Hui Tong Guan, ce qui faisait des missions de tribut des entreprises commerciales très

lucratives. Le troisième privilège, et le plus précieux de tous, était l'accès aux marchés chinois. Pendant une grande partie de la période Ming, le commerce maritime était strictement réglementé, et le statut de vassal constituait souvent l'une des seules voies légales d'accès à l'économie chinoise. Pour de nombreux États voisins, l'accès au vaste marché chinois valait bien plus que les aspects protocolaires de la relation.

### *Un système si rentable que certains tentèrent d'en tirer profit*

Les incitations économiques étaient si alléchantes que certains se mirent à contourner le système. Certains individus auraient inventé de faux États et se seraient présentés à la cour impériale en prétendant les représenter, dans le seul but d'obtenir les privilèges économiques associés au statut de vassal. Un exemple encore plus amusant concernait des marchands du Fujian, qui partaient en mer vers l'Asie du Sud-Est, obtenaient des titres officiels mineurs auprès des souverains locaux, revenaient en Chine en se faisant passer pour des représentants étrangers et importaient des marchandises sous le couvert d'une mission tributaire. Lors d'une mission tributaire en provenance de Java en 1438, plusieurs délégués se sont par la suite révélés être des Chinois du Fujian.

La fraude devenant de plus en plus courante, le gouvernement Ming a mis en place un système de vérification appelé 勘合 (kānhé), destiné à authentifier la légitimité des envoyés tributaires et l'existence des États qu'ils prétendaient représenter.

La participation à ce système revêtait une telle importance que les États et les factions politiques se livraient une concurrence acharnée pour y avoir accès. Le Japon n'était autorisé qu'à envoyer un nombre limité de missions tributaires, et comme le contrôle de ces missions signifiait le contrôle d'opportunités commerciales très lucratives, deux puissants clans japonais — les Ōuchi et les Hosokawa — se livrèrent à une rivalité intense pour savoir lequel obtiendrait la reconnaissance officielle.

Cette rivalité a culminé avec l'incident de Ningbo en 1523. Des délégations japonaises rivales sont arrivées à Ningbo et ont contesté la légitimité de leurs lettres de créance respectives ; la confrontation a dégénéré en violences, entraînant des affrontements sur le sol chinois, la mort de fonctionnaires Ming, ainsi que des perturbations importantes et un climat de terreur parmi la population locale. Le enjeu sous-jacent était simple : les deux factions voulaient avoir accès au commerce avec la Chine. Cet incident a finalement contribué à l'effondrement des relations commerciales officielles entre la dynastie Ming et le Japon.

## *Pourquoi de nombreux détracteurs se trompent*

Les détracteurs décrivent souvent le système des tributs comme une structure fondée sur la coercition et l'intimidation. Historiquement, cependant, il fonctionnait parce que la participation était avantageuse, que l'accès à la Chine était précieux et que la Chine offrait des avantages plutôt que des menaces. Les États se disputaient souvent la possibilité d'intégrer le système plutôt que d'y être contraints. Le système de tribut trouvait ses racines dans un principe typiquement confucéen — « gagner le cœur des gens par la vertu » (以德服人) — qui mettait l'accent sur l'autorité morale, la générosité et la bienveillance plutôt que sur la coercition directe.

## *Le parallèle moderne*

Un système s'apparentant au tribut pourrait bien refaire surface en Asie, mais pas de la manière dont de nombreux critiques occidentaux le décrivent. La Chine moderne exerce son influence principalement par le commerce, les investissements et les opportunités économiques ; les pays se rapprochent parce que la participation est profitable. À cet égard, la logique ressemble à celle du système de tribut historique, qui reposait sur l'attraction plutôt que sur la coercition. L'analogie moderne peut se résumer simplement : le système historique de tribut reposait sur des récompenses, et sa sanction n'était pas la force militaire, mais l'exclusion de ces récompenses. En d'autres termes, la carotte, c'est le commerce, et le bâton, c'est le retrait de la carotte. Parmi les exemples souvent cités, on peut citer les restrictions commerciales imposées au Japon dans le contexte des tensions autour de Taïwan et les pressions économiques exercées sur l'Australie à la suite de différends concernant les enquêtes sur la COVID-19 — dans les deux cas, le mécanisme était économique plutôt que militaire.

Cette interprétation a une implication stratégique importante. Si l'influence de la Chine repose sur la capacité à rendre les relations économiques attractives, alors la Chine doit rester un partenaire commercial précieux, et les autres pays doivent avoir le sentiment de tirer un bénéfice matériel de leur engagement avec elle. C'est pourquoi l'expansion de la consommation intérieure n'est pas seulement un objectif économique, mais aussi une nécessité stratégique. Si la Chine enregistre des excédents commerciaux persistants sans offrir de bénéfices suffisants à ses partenaires, la logique fondée sur l'attraction qui sous-tend le système commence à s'affaiblir. Si un système de tribut moderne est en train d'émerger, il ne repose pas sur la coercition mais sur la gravité économique : historiquement, l'influence de la Chine tenait au fait qu'elle rendait la participation gratifiante, et aujourd'hui, le

commerce et l'accès aux marchés remplissent une fonction similaire. Le défi pour Pékin n'est donc pas de savoir comment forcer les pays à entrer dans son orbite, mais comment rester suffisamment attractif pour qu'ils choisissent d'y rester.

• • •

*Il s'agit du premier de deux articles consacrés à la méritocratie chinoise. La deuxième partie examine comment cette tradition se manifeste dans la politique chinoise contemporaine — depuis un vote au sein d'une administration locale du Zhejiang portant sur un milliard de yuans jusqu'à l'ascension d'un travailleur migrant au sein de l'Assemblée populaire nationale.*

*Lisez ici mes articles connexes qui abordent les stéréotypes occidentaux sur la Chine : <https://felixabt.substack.com>*

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Tzu, Sun Bell, Daniel Chine